

Le Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP) est un centre de recherche indépendant fondé à Bruxelles en 1979.

Composé de vingt membres permanents et d'un vaste réseau de chercheurs associés, en Belgique et à l'étranger, le GRIP dispose d'une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, législation, contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques asiatiques.

En tant qu'éditeur, ses nombreuses publications renforcent cette démarche de diffusion de l'information. En 1990, le GRIP a été désigné « Messenger de la Paix » par le Secrétaire général de l'ONU, Javier Pérez de Cuéllar, en reconnaissance de « Sa contribution précieuse à l'action menée en faveur de la paix ».



Le GRIP bénéficie du soutien du Service de l'Éducation permanente de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

ÉCLAIRAGE – 26 décembre 2018

NSIMBA Juliette. *Les multiples atouts de la stratégie sécuritaire de la Chine en Afrique, Éclairage du GRIP*, 26 décembre 2018, Bruxelles.

<https://www.grip.org/fr/node/2696>



Les multiples atouts de la stratégie sécuritaire de la Chine en Afrique

Juliette Nsimba

26 décembre 2018

En juin 2018, l'Armée populaire de libération (APL) a organisé le premier forum sino-africain sur la défense et la sécurité à Beijing. Ce premier forum du genre témoigne de la montée en puissance de la Chine dans l'architecture africaine de paix et de sécurité. L'Afrique, grâce à ses matières premières, joue un rôle primordial dans le développement économique et politique de la Chine. Depuis 2009, elle est devenue le premier partenaire commercial du continent africain où elle a investi massivement dans des projets d'infrastructures, – 50 milliards chaque année – afin de tisser un maillage portuaire et ferroviaire capable de sécuriser l'accès aux ressources naturelles africaines. Ce développement exponentiel de ces investissements s'inscrit dans un contexte sécuritaire marqué par une conflictualité croissante qui pèse sur les intérêts stratégiques de la Chine. L'arrivée du président Xi Jinping au pouvoir en 2013 donne une nouvelle impulsion à la politique chinoise en Afrique. Par ailleurs, le soutien politique des pays africains dans les arènes multilatérales à la politique dite de la « Chine unique » constitue un enjeu d'importance dans la diplomatie chinoise afin d'affirmer son statut de puissance. Son engagement dans le domaine sécuritaire africain mêle donc des préoccupations économiques et des objectifs géostratégiques. L'installation de sa première base militaire à Djibouti en août 2017 met non seulement en exergue sa volonté de s'ériger en grande puissance maritime mondiale mais est également à corréler à l'adoption d'une loi antiterroriste de 2015 qui permet à l'APL d'intervenir outre-mer. Ce changement de paradigme rompt définitivement avec la diplomatie de « profil bas » et s'inscrit dans la stratégie globale de Xi Jinping qui vise à promouvoir un modèle de gouvernance alternatif à celui des pays occidentaux.

La coopération militaire chinoise : formation et ventes d'armes

Le premier forum Chine-Afrique sur la défense (Beijing, du 26 juin au 10 juillet 2018) a rassemblé des officiers supérieurs et des représentants de 50 pays africains. Durant 15 jours, les responsables chinois et africains ont échangé autour des thèmes tels que la sécurité régionale et la lutte contre le terrorisme. Les responsables africains ont également visité les installations de l'APL pour des démonstrations d'équipement militaire. Ce forum s'inscrit dans la stratégie à long terme du plan d'action 2018 du [forum de coopération sino-africaine](#) (FOCAC) qui prévoit la création d'un forum sur la paix et la sécurité entre la Chine et l'Afrique. Ce premier forum avait également pour ambition de promouvoir le matériel chinois auprès des dirigeants africains. En effet, selon les données de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), la Chine est devenue le principal fournisseur d'armements en Afrique subsaharienne en 2017. Les exportations d'armes chinoises – essentiellement des armes légères, de petits calibres et de munitions (ALPC) – ont augmenté de 27 % entre 2013-2017, soit une hausse de 55 % par rapport à la période précédente (2008-2012).

Au-delà de l'objectif commercial, cette avancée chinoise dans le commerce des armes en Afrique met en lumière d'autres objectifs : elle cherche non seulement à remplacer les fournisseurs traditionnels (France, États-Unis, pays d'Europe orientale) mais également à sécuriser ses investissements par un meilleur contrôle du commerce des armes en Afrique. En outre, la Chine accorde une grande importance à la formation des soldats africains censée consolider, voire renforcer ses relations avec les élites des pays. À cet égard, des militaires africains sont régulièrement invités par la Chine à des formations techniques, entièrement financées par Pékin.

L'installation d'une base militaire à Djibouti en août 2017 a constitué un tournant stratégique dans la politique de défense chinoise. Selon les autorités chinoises, cette base militaire doit faciliter l'approvisionnement des missions régionales humanitaires et de maintien de la paix, la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden et dans les eaux somaliennes. Cette base militaire chinoise a suscité des interrogations voire de la méfiance de la part de ses voisins (Japon, Inde) et des pays occidentaux, à commencer par les États-Unis qui craignent un espionnage militaire. De par son [positionnement géostratégique](#), Djibouti occupe donc une place prépondérante dans la sécurisation de ses investissements. Par ailleurs, le port de Djibouti est devenu une zone de transit dans le commerce d'armes dans la région. Il a permis et favorisé la [commercialisation des armes chinoises](#) vers des régimes dictatoriaux ou des pays faisant l'objet d'un embargo sur l'armement comme c'est le cas du Soudan. La présence du général sud-soudanais Gabriel Jok Riak inscrit sur la liste onusienne des personnalités soudanaises placées sous sanctions au forum Chine-Afrique sur la défense témoigne de ces relations complexes que la Chine entretient avec le Soudan.

Cette expansion s'accompagne par ailleurs de la présence de [sociétés de sécurités privées chinoises](#) – sur les 5 000 sociétés enregistrées, vingt fournissent des services à l'international – qui permettent à la Chine de sécuriser ses approvisionnements mais également de se projeter comme un acteur à part entière de la sécurité mondiale.

Participation aux opérations de maintien de la paix

La coopération militaire chinoise ne se limite pas seulement à la formation et la vente d'armes, elle se traduit également par un [activisme accru](#) au sein des organisations internationales telles que l'ONU ou auprès de l'Union africaine (UA). Désormais, Pékin est le 2^e [contributeur financier](#) (700 millions de dollars) des missions de maintien de la paix de l'ONU. La Chine déploie aujourd'hui plus de Casques bleus – 2 500 – que les quatre autres membres du Conseil de sécurité. Elle dispose également d'une force de réserve de 8 000 soldats. Opposée jusqu'en 2009 à l'envoi de troupes combattantes, la Chine [participe](#) depuis 2013 à l'opération de maintien de la paix au Mali (MINUSMA). C'est la deuxième fois de son histoire, que la Chine envoie des troupes sur le sol africain.

La Chine complète cet engagement par une assistance militaire [aux organisations régionales africaines](#), notamment l'UA. Dans ce cadre, [le soutien affiché de Pékin](#) au principe et à une pratique de « *solution africaines aux problèmes africains* » apparaît comme une déclaration dirigée à la fois envers les partenaires africains et envers les compétiteurs extérieurs, surtout occidentaux. Dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations unies en 2015, le président Xi Jinping a offert une assistance militaire de 100 millions de dollars sur cinq ans pour soutenir l'architecture de paix et de sécurité de l'UA. En février dernier, elle a conclu un accord prévoyant la fourniture d'équipement militaire d'un montant de 25 millions de dollars pour la base logistique de l'UA au Cameroun.

Enfin, les pays africains ont appelé à de nombreuses reprises à une [refonte](#) du Conseil de sécurité de l'ONU qu'ils jugent à la fois peu représentatif du poids du continent africain sur la scène mondiale et [incapable](#) d'agir efficacement dans ses missions de maintien de la paix. La Chine, membre permanent du Conseil de sécurité, joue le rôle de porte-voix des revendications africaines et milite en faveur d'une meilleure représentativité du continent à l'ONU. De plus, dans la mesure où ils représentent un nombre conséquent de membres de l'ONU, le vote des pays africains constitue une force non négligeable dans la stratégie chinoise visant à modifier la dynamique du rapport des forces dans la gouvernance mondiale.

Promotion d'un nouveau modèle de gouvernance

La promotion du multilatéralisme dans la gestion des conflits en Afrique tant au niveau mondial que régional constitue donc une composante essentielle de sa stratégie. Régulièrement critiquée par les pays occidentaux, la Chine cherche

d'une part à démontrer qu'elle est une puissance « responsable » qui participe aux affaires mondiales, notamment en s'impliquant dans la gouvernance de la sécurité en Afrique. Entre 2016 et 2017, elle a alloué plus de onze millions de dollars à des projets des Nations unies, notamment pour le renforcement des capacités africaines en matière de formation de policiers et de soldats au maintien de la paix. Elle cherche aussi à se présenter comme un « bâtisseur de la paix » dans le but de promouvoir sa propre méthode de gouvernance en matière de sécurité. La participation des soldats chinois aux opérations de maintien de la paix se veut l'illustration concrète de cette affirmation de puissance. D'autre part, le septième forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) de septembre 2018, qui a rassemblé une cinquantaine de dirigeants africains, l'Union africaine ainsi que le Secrétaire général de l'ONU – est un signal fort lancé par la Chine aux pays occidentaux et qui lui permet de confirmer ses ambitions mondiales.

Les 60 milliards de dollars en faveur du développement en Afrique annoncés par le président Xi Jinping lors ce forum illustrent le poids de l'influence économique et politique de la Chine sur le continent africain. Au cours de ce forum, deux thèmes majeurs ont été discutés : la construction d'une communauté sino-africaine et l'intégration des pays africains au projet de nouvelles routes de la soie. Dans ce cadre, plusieurs mémorandum d'entente bilatéraux ont été signés notamment avec la Côte d'Ivoire, le Burkina Faso, le Gabon, le Cameroun et le Sénégal. Lancé en 2013, le projet titanesque des nouvelles routes de la soie (estimé entre 800 et 1 000 milliards de dollars) vise à améliorer la connectivité commerciale entre la Chine et le reste du monde afin de sécuriser ses investissements. Ce projet passe par le développement de liaisons maritimes, ferroviaires et portuaires entre, d'une part, la Chine et l'Eurasie et l'Afrique, d'autre part. Depuis son lancement, ce projet n'a cessé d'évoluer et englobe désormais des projets touristiques, douaniers et juridiques. Les nouvelles routes de la soie constituent en soi un [vecteur de promotion](#) d'une nouvelle forme de mondialisation.

Ainsi, la Chine s'appuie sur le continent africain pour étendre son influence et son soft power dans le monde afin de forger un nouveau modèle de gouvernance libérée de l'hégémonie américaine. Dans un contexte de tensions commerciales avec les États-Unis, cette montée en puissance de la Chine sur la scène internationale est remise en question par plusieurs acteurs de la communauté internationale. Le gouvernement américain a [récemment](#) dévoilé sa nouvelle stratégie pour l'Afrique afin de contrer les « pratiques prédatrices » de la Chine, qui limite les « investissements américains » et menace « les intérêts américains de sécurité nationale ».

* * *

Auteure

Juliette Nsimba, est assistante chercheuse au GRIP dans la section « Conflits, sécurité et gouvernance en Afrique » sous la direction de Claire Kupper.